



# Communiqué de presse

## Bruxelles, le 15 novembre 2023

### Confirmation de l'évolution vers l'hospitalisation de jour dans une situation financière difficile

#### Analyse MAHA de 2022, avec un premier aperçu pour 2023

Le secteur hospitalier belge est dans la tourmente. En 2022, tous les hôpitaux généraux enregistrent pour la première fois une perte sur leurs activités clés. Le résultat d'exploitation ordinaire s'élève à -181 millions d'euros. Cela s'explique par le fait que les coûts augmentent plus rapidement que le chiffre d'affaires. Ce sont surtout l'indexation salariale et la hausse des prix de l'énergie qui pèsent lourd. Une légère amélioration est attendue en 2023 car un certain nombre de financements sont indexés avec un décalage. Cependant, selon nos premières estimations, le résultat restera négatif en 2023.

Ce qui est assez inquiétant, c'est l'évolution des fonds propres et du cash-flow disponible dans le secteur hospitalier. Tous deux se contractent en 2022, ce qui met à mal la solvabilité du secteur et, dès lors, les possibilités de maintenir les investissements nécessaires.

L'évolution vers l'hospitalisation de jour se poursuit clairement en 2022 et 2023. Cela signifie que les patients ne restent de plus en plus souvent qu'une seule journée à l'hôpital pour des interventions comme, par exemple, une opération de la vésicule biliaire. Les autorités visent également une intensification des hospitalisations de jour.

La politique RH demeure un défi de taille dans les hôpitaux. En dépit de toutes les mesures des pouvoirs publics visant à augmenter les recrutements et à améliorer l'attractivité des métiers de la santé grâce à une meilleure rémunération, les hôpitaux restent confrontés à un manque de personnel. L'absentéisme ne cesse de s'aggraver, avec plus de 11,4% d'absences pour cause de maladie en 2022. Quoique la situation se soit légèrement améliorée par rapport à 2021, les postes vacants sont encore difficiles à pourvoir.

Belfius Strategic Research a analysé les chiffres de 2022 des 86 hôpitaux généraux et a également réalisé une première estimation des chiffres semestriels jusque juin 2023 inclus après avoir effectué une enquête à laquelle trois quarts des hôpitaux ont participé.

#### **57,4% des hospitalisations se font encore en hôpital de jour**

Le nombre d'hospitalisations classiques n'a toujours pas retrouvé le niveau de 2019, l'année précédant la crise du Covid-19. Malgré la légère remontée de ces dernières années, le nombre d'hospitalisations classiques est encore inférieur de 6,4% à celui de 2019. Le recul s'observe dans tous les types de services, exception faite de la gériatrie et de la pédiatrie. Par ailleurs, la durée de séjour en cas d'hospitalisation classique est plus courte, s'élevant à présent à 5 jours en moyenne.

Alors que les hospitalisations classiques diminuent, les hospitalisations de jour augmentent nettement, puisqu'elles représentent actuellement déjà 57,4% du total des hospitalisations. La tendance s'accélère encore en 2023. Ce sont principalement les hospitalisations de jour dans les services de chirurgie qui augmentent fortement. Sur la base des données de l'enquête portant sur le premier semestre de 2023, nous estimons qu'elles s'accroissent de pas moins de 22% cette année. Cela s'explique notamment par une amélioration du financement public et un élargissement des traitements qui entrent en considération pour un financement dans le cadre des hospitalisations de jour en chirurgie. Mais le manque de personnel pousse également les hôpitaux à intensifier leurs hospitalisations de jour. La politique des autorités a en tout cas pour objectif de réaliser un glissement des hospitalisations classiques d'une durée plus longue vers les hospitalisations de jour.-



## **Le résultat d'exploitation ordinaire du secteur plonge pour la première fois dans le rouge**

En 2022, le résultat d'exploitation ordinaire des hôpitaux généraux recule de 328 millions et enregistre une perte de -181 millions d'euros. Tant la Flandre, la Wallonie que Bruxelles en prennent un coup. Il ne faut pas chercher la raison très loin. Malgré la forte hausse du chiffre d'affaires global du secteur, à savoir 6,6%, les coûts ont augmenté encore plus, soit 8%.

L'accroissement du chiffre d'affaires était principalement induit par l'augmentation du Budget des Moyens Financiers (BMF +10,4%) et la hausse des revenus pharmaceutiques (+ 8,9%). Grâce au BMF, les hôpitaux paient les services d'hôtellerie et le personnel soignant des patients hospitalisés. L'augmentation marquante du BMF en 2022 s'explique par l'indexation et par différentes mesures adoptées par le gouvernement fédéral dans le but d'investir dans l'attractivité des métiers de la santé. Le Fonds Blouses Blanches prévoit une amélioration de l'encadrement du personnel soignant et aide-soignant, c.-à-d. une augmentation des effectifs pour revaloriser la profession. De nouvelles échelles barémiques ont également été introduites, de telle sorte que de nombreux métiers de la santé ont bénéficié d'une augmentation salariale. De plus, le BMF a été influencé par 5 indexations salariales en 2022. Ces indexations salariales automatiques ont également entraîné un renforcement considérable du BMF en 2023, à nouveau de 10,3% selon nos estimations basées sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023, mais en réalité, il s'agira plutôt de 7,5% pour toute l'année.

Le chiffre d'affaires comprend également les honoraires des médecins, qui n'ont progressé que de 1,6% en 2022. Cette augmentation modeste reflète le fait que l'activité des hôpitaux reste plus faible qu'avant le Covid et qu'en plus, les honoraires des médecins n'ont subi qu'une indexation limitée. Comme toujours, les honoraires des médecins sont adaptés au coût de la vie avec un décalage d'un an, ce qui a joué de mauvais tours aux finances des hôpitaux lors de l'inflation galopante de l'an dernier, de telle sorte que le chiffre d'affaires ne suivait donc pas tout à fait les coûts.-En effet, une partie du personnel – lors des consultations et dans les services médico-techniques, par exemple – est payé à partir des contributions des médecins.

Selon nos premières estimations, les honoraires des médecins s'accroîtraient de 7,9% en 2023, grâce à l'application de l'indexation et à la croissance limitée de l'activité.

## **Les coûts augmentent plus que le chiffre d'affaires en raison du choc de l'inflation**

En 2022, les hôpitaux sont confrontés à une hausse importante du coût de l'énergie (+62%) et des produits alimentaires (+ 17%). Les coûts plus élevés de l'énergie continueront à peser en 2023 étant donné que les prix ont été fixés à l'avance sur la base des attentes quant aux prix futurs. Nous estimons que le coût de l'énergie augmentera de pas moins de 77% cette année par rapport à 2022, soit 169 millions d'euros. Pour le premier semestre de 2023, les autorités ont prévu une enveloppe énergétique supplémentaire de 72 millions conjointement pour les hôpitaux généraux et universitaires. Cela n'adoucit que partiellement la douleur.

Dans un hôpital, les dépenses les plus importantes sont celles liées aux frais de personnel. Ceux-ci ont enregistré une hausse historique de 14,5% en 2022. Les salaires ont été indexés de 8%. À cela se sont ajoutées les hausses salariales dans le cadre du renforcement des métiers de la santé. Sans oublier l'effet de volume: 2.134 membres du personnel se sont ajoutés, soit une augmentation de 2%.

Les frais de personnel vont également augmenter en 2023, selon nos premières estimations, de 9,4%.

## **L'évolution future du résultat d'exploitation ordinaire semble inquiétante**

Sur les 86 hôpitaux généraux, 49 enregistrent une perte. Parmi ceux qui affichent encore un bénéfice, 24 arrivent seulement à un résultat d'exploitation ordinaire de moins de 1% du chiffre d'affaires. Un résultat que nous ne considérons pas comme durable. 84% des hôpitaux se trouvent dès lors dans une situation précaire. Les mauvais



résultats concernent toutes les Régions.

Les perspectives ne sont pas brillantes. Selon nos estimations pour 2023, basées sur les chiffres jusqu'en juin 2023 inclus, nous nous attendons à ce que le résultat d'exploitation ordinaire plonge dans le rouge. Pour l'ensemble du secteur, il évoluerait, selon nos premières estimations prudentes, à -0,73% du chiffre d'affaires, ce qui est légèrement mieux que le niveau de -0,96 % pour l'exercice 2022.

Si nous tenons compte des éléments exceptionnels dans le résultat, tels que les mouvements de rattrapage des années précédentes, le résultat de l'exercice 2022 est positif, mais de justesse, soit 37 millions d'euros. Pour les 86 hôpitaux ensemble, il s'agit évidemment d'un bénéfice très maigre.

L'évolution du cash-flow disponible n'est pas favorable non plus. La marge disponible pour financer les propres investissements se rétrécit, ainsi que les possibilités pour contracter de nouveaux prêts à long terme. Pour l'ensemble du secteur, la marge disponible ne s'élève qu'à 165 millions, ce qui représente à peu près un tiers de celle de 2021.

### **Les défis en termes de personnel restent importants**

En 2022, 107.788 équivalents temps plein (ETP) étaient employés dans les hôpitaux généraux, sans tenir compte des intérimaires. Cela représente 2.134 de plus qu'en 2021, une augmentation de 2%. C'est en Wallonie que le personnel a le plus augmenté, soit 2,6%.

Le personnel soignant n'a augmenté que de 402 ETP, tandis que le personnel administratif s'est étoffé de 438 ETP. Le personnel soignant représente à présent 53% de l'ensemble du personnel. En dépit de toutes les mesures visant à accroître l'attractivité des métiers de la santé, nous constatons que cette population au sein des hôpitaux ne progresse que de 2.028 unités, soit 3,7%, entre 2018 et 2022. En raison de l'amélioration de leur rémunération, de nombreux soignants choisissent également de ne travailler qu'à temps partiel. Ce qui est également frappant, c'est l'accroissement du nombre d'intérimaires. Ils représentaient 1.900 ETP en 2022.

Cette main d'œuvre temporaire est indispensable car le secteur des hôpitaux reste confronté à un absentéisme élevé. En 2022, il s'élevait à pas moins de 11,4%. De plus, l'absentéisme pour maladie de longue durée de plus d'1 an ne cesse d'augmenter. Au premier semestre de 2023, il atteint 4,1%. Par ailleurs, l'absentéisme de courte durée a fléchi de 4,1% à 3,8%, ce qui donne de l'espoir. Les absences augmentent la charge de travail, de sorte que davantage de membres du personnel risquent de tomber malades. Cela semble être un cercle vicieux dont il est difficile de sortir.

Entre-temps, le nombre de postes vacants pour le personnel soignant augmente massivement, tandis qu'il devient de plus en plus difficile de les combler. En 2022, les hôpitaux belges comptaient plus de 2.800 emplois vacants dans les soins de santé, soit un cinquième de plus qu'en 2021. Ceux-ci devaient notamment servir à remplacer les départs. Le secteur reste cependant confronté à une pénurie de personnel soignant, qui s'élève encore à 5%. Concrètement, cela signifie que les hôpitaux doivent régulièrement laisser certains services fermés.

Enfin, quelques hôpitaux sont confrontés à une lourde charge des pensions pour leur personnel statutaire retraité. Les statutaires actifs contribuent à cette facture des pensions, mais comme ils sont de moins en moins nombreux au fil des années, les hôpitaux doivent payer des contributions de responsabilisation de plus en plus élevées.

### **La solvabilité sous pression pour la première fois**

Au cours de la dernière décennie, les hôpitaux généraux ont réussi à redresser quelque peu leurs fonds propres au fil des années. Cette tendance est interrompue. Pour la première fois, les fonds propres sont sous pression, tant en Flandre, en Wallonie qu'à Bruxelles. Cela est dû au fait qu'un résultat négatif entame les fonds propres. La solvabilité est considérée comme saine quand les fonds propres représentent minimum 20% du total du bilan (sans tenir compte des subventions d'investissement).

Nous avons déjà indiqué que la liquidité est considérablement sous pression. Le recul combiné de la liquidité et de la solvabilité constitue un signal d'alarme pour les hôpitaux généraux.



Nous constatons également que le degré d'investissement dans l'infrastructure (terrains et immeubles) fléchit de manière structurelle depuis 2018. En 2018, 1,4 milliard d'euros brut ont encore été investis dans les terrains et immeubles. En 2022, il s'agissait encore de 1,2 milliard, chiffre dû à un seul grand projet. Vu la hausse des coûts de la construction et les taux d'intérêt plus élevés, il est également devenu plus difficile d'entretenir le patrimoine. Les investissements bruts en équipement médical se sont accrus de 3,5% pour atteindre 320,2 millions d'euros.

L'endettement des hôpitaux généraux continue à augmenter et représente 32% du bilan. L'augmentation est frappante surtout en Wallonie (38,3% du total du bilan) et à Bruxelles (41,1%). La Flandre connaît actuellement un ralentissement de la vague d'investissements dans la rénovation de ses hôpitaux. L'endettement y diminue quelque peu pour atteindre 26,1% du total du bilan.

### **Conclusion**

En dépit de toutes les mesures supplémentaires adoptées par les autorités, notamment pour soutenir le secteur pendant le Covid, les hôpitaux généraux sont face à des difficultés considérables. Le nombre d'hôpitaux qui tournent à perte ou qui se trouvent dans la zone de danger augmente. La pénurie aiguë de personnel perdure. De nouvelles réformes restent nécessaires pour redresser le financement des hôpitaux.

### **En savoir plus ?**

Contact presse

Belfius Banque & Assurances

Ulrike Pommee, + 32 (0)2 222 02 57 / [ulrike.pommee@belfius.be](mailto:ulrike.pommee@belfius.be) - [press@belfius.be](mailto:press@belfius.be)

[www.belfius.be](http://www.belfius.be)